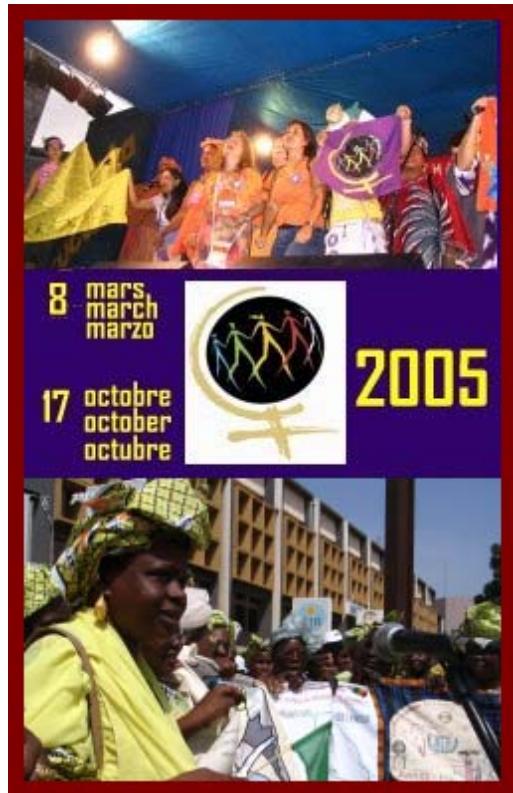


RELAIS



DE LA CHARTE MONDIALE
DES FEMMES POUR
L'HUMANITÉ

SOMMAIRE

Voici le livre d'une histoire...

Le relais de la Charte et de la Courtepointe, 8 mars 2005 -17 octobre 2005

- dans les Amériques : pages 4 à 11
 - en Europe : pages 12 à 19
- en Asie et Océanie : pages 20 à 23
- au Moyen orient et dans le monde arabe : pages 24 à 25
 - en Afrique : pages 26 à 32

Les luttes durant le relais

- contre le néolibéralisme, le capitalisme, le patriarcat : pages 34 à 36
- contre les violences envers les femmes et le trafic sexuel : pages 37 à 38
 - contre les discriminations de toutes sortes : pages 39 à 41
 - pour la paix et la démilitarisation : pages 42 à 44
- pour l'accès à la terre, à l'eau, la souveraineté alimentaire: pages 45 à 47
- pour l'égalité, particulièrement dans les droits au travail: pages 48 à 50

Utiliser la Charte au quotidien : pages 51 à 54

Des actions au-delà des frontières : pages 55 à 56

La Charte traduite dans différentes langues : pages 57 à 58

Les médias et le relais de la Charte : pages 59 à 62

17 octobre : les 24 heures de solidarité ont été un réel succès ! : pages 63 à 66



VOICI LE LIVRE D'UNE HISTOIRE...

Il était une fois... 6000 groupes de femmes répartis dans le monde, issu de 164 pays et territoires, luttant ensemble, de manière solidaire, pour éliminer la pauvreté et la violence envers les femmes.

Réunis au sein de la Marche mondiale des femmes, ces groupes agissent depuis 1998, sur la base de 17 revendications communes et, depuis fin 2004, ils se sont dotés d'un outil, la **Charte mondiale des femmes pour l'humanité**. Cette Charte a été écrite de manière collective et fait consensus au sein de la Marche mondiale.

Adoptée le 10 décembre 2004 à Kigali (Rwanda) par les déléguées présentes à la cinquième réunion internationale de la Marche mondiale des femmes, la Charte présente, en 31 affirmations, le monde que les femmes veulent construire. Dans ce monde, l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus; l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et de tous sont respectés. Ce monde est basé sur **l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix**.

Après le lancement le 8 mars 2005, les femmes de la Marche mondiale ont organisé un relais de la Charte dans le monde entier. Le relais a duré jusqu'au 17 octobre 2005, Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, et est passé par une soixantaine de pays et territoires. Pendant le relais, les femmes de la Marche ont mené des actions de sensibilisation et d'information sur le contenu de la Charte et ont interpellé leurs représentantes et représentants ainsi que l'opinion publique. Elles ont également transposé le contenu de la charte dans des carrés d'une courtepointe qui s'est formée au fur et à mesure des étapes.

Le passage du relais n'a pas été une mince affaire. À deux reprises, la valise contenant la copie de la Charte sur tissu et les carrés de courtepointe, s'est perdue. Après de nombreux coups de fils et démarches, elle a été retrouvée, mais certaines coordinations ont dû recommencer leur carré. À son stade final, la courtepointe comprend 64 morceaux et quelque 40 pays ont participé, le 17 octobre à midi, à des actions pour marquer la fin du relais et leur appui aux valeurs contenues dans la Charte. Il est toujours difficile de chiffrer le nombre de femmes qui ont participé aux actions : 12 000 ici, 300 là, une quinzaine ailleurs... mais nous savons que nos idées font leur chemin et que, de plus en plus, la Charte sera un texte auquel les femmes et les hommes se réfèreront.

Nous vous racontons ici, en images, l'histoire de cette histoire pleine de combats, d'imagination, de créativité et de solidarité.

LE RELAIS DE LA CHARTE ET DE LA COURTEPOINTE

8 MARS 2005 – 17 OCTOBRE 2005

Départ : São Paulo, Brésil, 8 mars 2005

Arrivée : Ouagadougou, Burkina Faso, 17 octobre 2005

Entre ces deux points, le relais est passé par une soixantaine de pays.

1. Du 8 mars au 7 mai 2005, dans les Amériques

Le relais de la Charte et de la courtepointe a commencé le 8 mars 2005 par une énorme manifestation à **São Paulo (Brésil)**. Environ 30 000 personnes y ont participé. Les Brésiliennes ont insisté sur l'augmentation du salaire minimum, la réforme agraire, la libéralisation de l'avortement.





Carré du Brésil :

Il est ensuite passé **le 12 mars 2005 à Puerto Xavier**, petite ville frontière Brésil-Argentine-Paraguay. Trois mille personnes ont assisté à la présentation de la Charte et à des ateliers.



Du 12-14 mars 2005, il a traversé l'Argentine



Carré de l'Argentine :



Pour se rendre ensuite **du 15-19 mars 2005 en Bolivie**. La transmission aux Péruviennes s'est faite au lac Titicaca, partagé par les peuples Aymara et Quechua.



Des deux côtés du lac, les femmes ont exigé plus d'égalité et de justice et rejeté les projets de Traité de libre commerce qui vont les appauvrir et leur retirer le contrôle de leurs ressources naturelles.



Carré de Bolivie :

La Charte est restée au Pérou du 20 au 24 mars 2005, des manifestations ayant lieu à Puno, Arequipa, Lima et à la frontière avec l'Équateur où les femmes ont assuré le relais du 29 au 31 mars 2005.



Carré du Pérou :



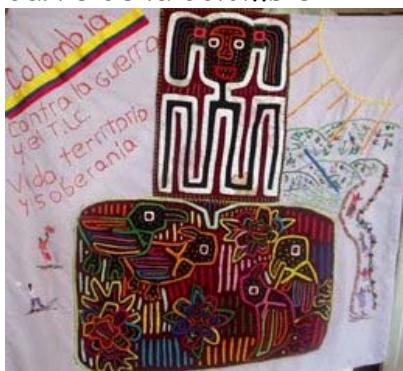
Carré de l'Équateur :



La Colombie a accueilli le relais du 1^{er} au 5 avril 2005. Les femmes ont rappelé les effets dévastateurs de la guerre et demandé l'instauration de la paix.



Carré de la Colombie :



Une représentante colombienne s'est ensuite rendue à Haïti où le relais était attendu du 7 au 9 avril 2005.



Du 10 au 12 avril 2005, le relais était à Cuba.



Carré de Haïti :



Carré de Cuba :



Après Cuba, le relais de la Charte est passé par le **Honduras du 13 au 16 avril** et le **Salvador du 17 au 20 avril**. L'accent a été mis sur les effets des traités de libre commerce qui génèrent la pauvreté et poussent de nombreuses femmes à émigrer.



Ensemble, les femmes de ces pays se sont rendues au **Guatemala** où les femmes de ce pays ont joint leur carré de courtepointe aux carré existants. Les femmes du Panama ont aussi cousu un carré de courtepointe.

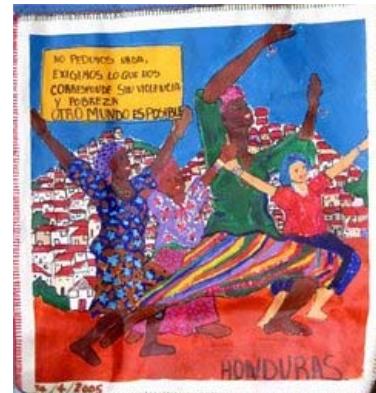
Carré du Guatemala :



Carré du Salvador :

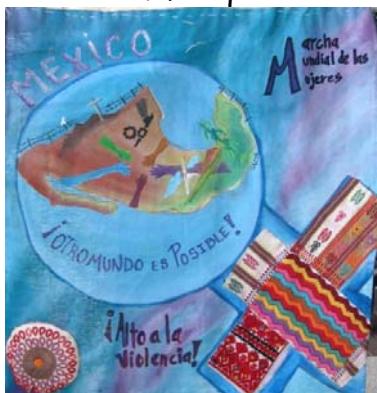


Carré du Honduras :



Après cette transition, la caravane est arrivée au Mexique où des actions avaient lieu au sud, au Chiapas; au centre à Mexico DF et à Ciudad Juarez **du 21 au 26 avril 2005**. Les femmes ont insisté sur les violences, les féminicides et réclamé justice pour les victimes d'assassinats et de violence.

Carré du Mexique :



Carré du Panama :



Vancouver (Canada) a été l'étape suivante le **1^{er} mai 2005**.



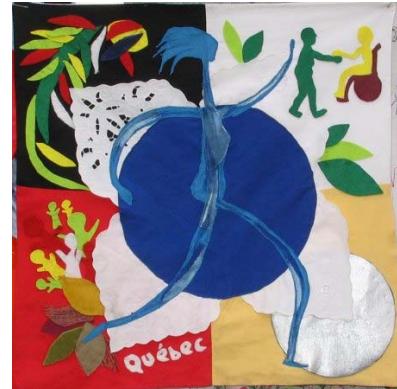
Un relais a été effectué de l'ouest du pays vers l'est, avec des revendications contre la pauvreté, contre l'inéquité salariale. Le relais dans les Amériques s'est terminé le **7 mai 2005**, à Québec, devant 12 000 personnes. Les Québécoises ont lié une revendication à chacune des valeurs de la Charte.



Carré du Canada :



Carré du Québec



1. Du 9 mai au 22 juin 2005, en Europe

Le relais est entré par Istanbul, en Turquie, le 9 mai 2005 et y est resté jusqu'au 12 mai 2005. Des actions ont été menées à Istanbul et en Grèce, notamment sur le trafic sexuel des femmes au sein de l'Europe.



Turquie



Grèce

Carré de la Turquie :



Carré de la Grèce :



Les femmes de Chypre ont mené une action exceptionnelle et sans précédent à la ligne de démarcation entre les deux parties de l'île, montrant leur volonté de construire ensemble l'avenir de Chypre.



Carré de la partie turque de Chypre :



Carré de la partie grecque de Chypre :



Le relais de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité s'est ensuite rendu en Italie (13 et 14 mai 2005).



Carré de l'Italie :

Au Portugal (15-19 mai 2005), le relais est passé par Lisbonne, Coimbra et Porto, les femmes réclamant des engagements de la part de la classe politique pour mettre fin à toutes les discriminations envers les femmes. Un travail de sensibilisation des jeunes a été mené auprès des écoles.



Carré du Portugal :



Les femmes de Galice ont ensuite reçu le relais (20-23 mai 2005) et l'ont ensuite transmis aux femmes du Pays basque (24-27 mai 2005).



Galice



Pays basque

Carré de Galice :



Carré du Pays basque :



Ensuite a eu lieu le grand rassemblement européen, à Marseille (France) les 28 et 29 mai 2005. Quelque 12 000 femmes étaient au rendez-vous et ont participé à des forums portant, notamment, sur les droits des lesbiennes, des jeunes, des femmes migrantes, sur la paix, les droits sexuels et reproductifs et sur la violence envers les femmes.





© www.fredpieau.com

Carré de France :



Ce sont les Belges (30-31 mai 2005) qui ont ensuite reçu le relais, suivies des Néerlandaises (01-03 juin 2005), des Danoises et des Suédoises (action commune les 4 et 5 juin 2005).



Belgique



Pays-Bas

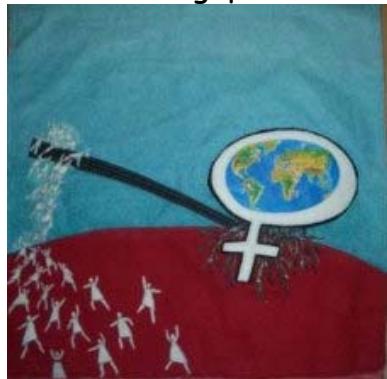


Danemark

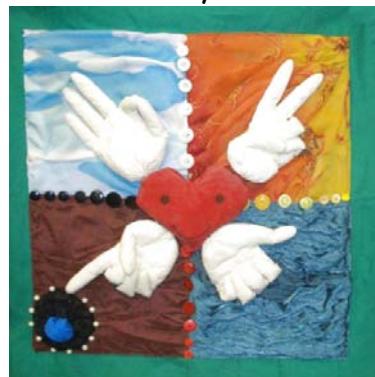


Suède

Carré de Belgique :



Carré des Pays-Bas :



Carré du Danemark :

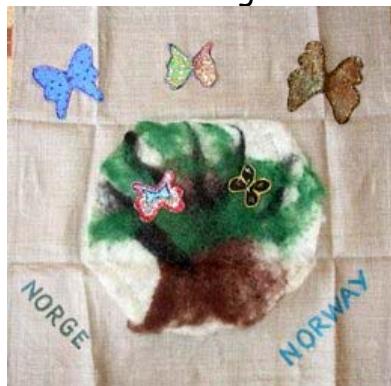


Carré de Suède :



Les Norvégiennes ont aussi réalisé un carré de courtepointe.

Carré de Norvège :



Du 6 au 8 juin 2005, la Roumanie a accueilli le relais. Cela a ensuite été le tour de la Bulgarie, du 9 au 11 juin 2005.



Bulgarie



Carré de Roumanie :



Carré de Bulgarie :



Les Bulgares ont ensuite transmis la Charte aux femmes de la Suisse (12-15 juin 2005). Ces dernières ont organisé une caravane à travers les pays.



Carré de Suisse :



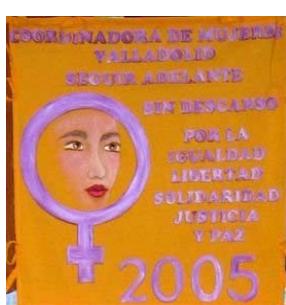
Enfin, la dernière étape européenne (16-22 juin 2005) a coïncidé avec le Forum social méditerranéen, qui s'est tenu à **Barcelone, en Catalogne (Espagne)**. Des actions ont également eu lieu aux îles Canaries.



Carré de Catalogne :



Carré de Valladolid (Espagne) : Carré d'Andorre :



3. Du 23 juin au 30 juillet 2005, en Océanie et en Asie

Dans cette région du monde, les Australiennes ont été les premières à accueillir le relais, du 23 au 29 juin 2005.



Carré de l'Australie :



Du 30 juin au 2 juillet 2005, le relais a été accueilli par les femmes du Japon. Elles ont axé leurs actions sur le rejet de la remilitarisation de leur pays.



Carré du Japon :



Le relais s'est ensuite rendu en République de Corée, du 3 au 5 juillet 2005. Là aussi, les femmes ont affirmé vouloir construire un monde de paix et sans violence. Ensuite, les Philippines (6-9 juillet 2005) ont accueilli le relais de la Charte.



Corée du Sud



Carré de la Corée du sud :



Carré des Philippines :



Le relais est ensuite passé au Laos (du 10 au 12 juillet 2005). Les Birmanes et les Thailandaises ont mené une action commune (13-16 juillet 2005).



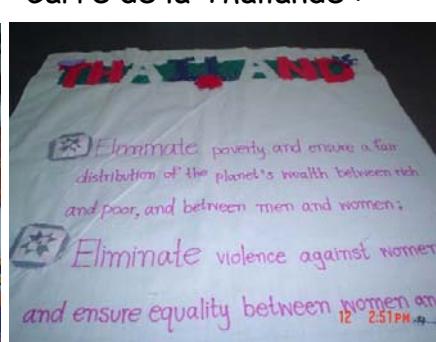
Carré du Laos :



Carré de la Birmanie :



Carré de la Thaïlande :



De l'Inde, où le relais a séjourné du **17 au 23 juillet 2005**, les femmes se sont rendues au Pakistan (**24-27 juillet 2005**), traversant la frontière à pied. Elles ont réalisé des ateliers communs, sur la pauvreté et la violence à l'égard des femmes. Une telle rencontre était, vu les relations politiques entre les deux pays, réellement exceptionnelle.

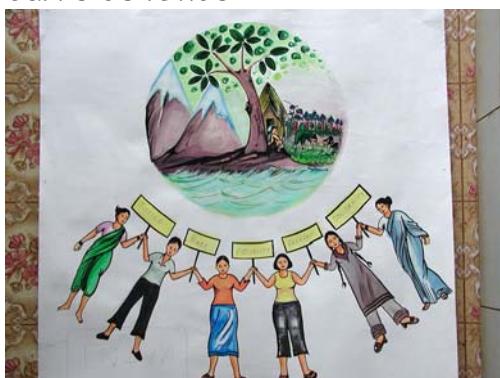


Inde



Pakistan

Carré de l'Inde :



Carré du Pakistan :



Enfin, le relais en **Océanie/Asie** s'est achevé par une action en **Azerbaïdjan** (**28-30 juillet 2005**). Les **Iraniennes** ont participé en réalisant un carré de courtepointe.



Carré de l'Azerbaïdjan :



Carré de l'Iran



4. Au Moyen Orient, monde arabe, du 31 juillet au 16 août 2005

Le relais de la Charte est resté au Liban du 31 juillet au 2 août 2005. Il s'est ensuite rendu en Tunisie (3 et 4 août 2005).



Liban

Carré du Liban :



Carré de Tunisie :

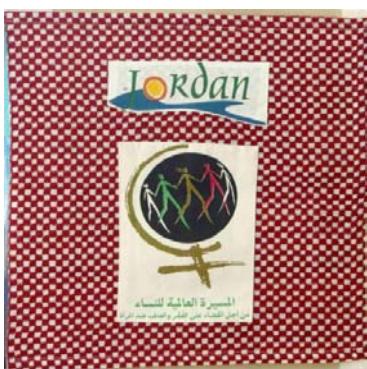


Plusieurs membres de la Marche de seont ensuite retrouvées à Aman en Jordanie (5-9 août 2005).



Les femmes palestiniennes qui étaient à Aman ont enporté la courtepointe et ont réalisé une action commune à Ramallah, en Palestine, avec des femmes participant à une conférence de Femmes en noir qui se tenait à Jérusalem (10-16 août 2005). Simultanément, dans le cadre de la même conférence, des femmes juives et palestiniennes organisaient un atelier commun sur la violence à l'égard des femmes et ses liens avec l'occupation.

Carré de Jordanie :



Carré de Palestine :



Carré d'Israël :

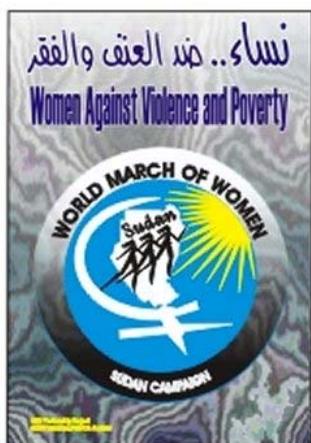


5. Du 4 septembre au 17 octobre 2005, en Afrique

Les femmes du **Soudan** ont organisé un séminaire lors du relais de la Charte dans leur pays (**4 au 10 septembre 2005**).



Carré du Soudan :



Dans la **région des Grands lacs africains**, les activités ont été multiples (**11 au 17 septembre 2005**). Les femmes du **Rwanda**, du **Burundi** et de la **République démocratique du Congo (RDC)** ont rappelé qu'elles étaient les premières à subir les violences, qu'il fallait cesser la violence sexuelle, vivre en paix et que les femmes devaient occuper une place importante dans le processus électoral qui se déroulait alors en République démocratique du Congo.



À la frontière du Rwanda et du Burundi



En RDC

Carré du Burundi :



Carré du Rwanda :



Carré de RDC :



Le relais est ensuite arrivé au Mozambique du 18-21 septembre 2005. Les Mozambicaines ont dénoncé la pauvreté et le sida qui touche beaucoup de femmes.



Carré du Mozambique :



Les Sud-Africaines ont reçu la Charte du 22 au 24 septembre 2005.



Carré d'Afrique du sud :



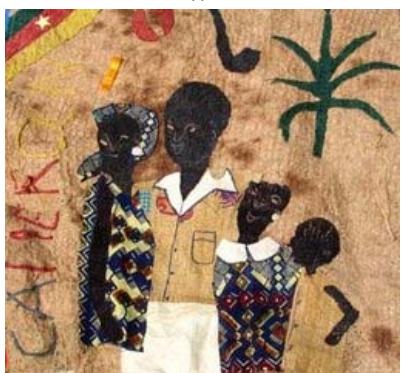
Le relais s'est ensuite poursuivi au Cameroun (25-28 septembre 2005), au Bénin (29 septembre-3 octobre 2005) et en Guinée Conakry (4 au 7 octobre 2005). Les femmes ont dénoncé les violences faites aux femmes, particulièrement l'excision et réclamé une plus grande place des femmes aux prises de décision.



Bénin



Carré du Cameroun :



Carré du Bénin :



Carré de Guinée Conakry:



Le Sénégal (8-10 octobre 2005) et le Mali (11-14 octobre 2005) ont été les dernières étapes avant l'arrivée finale du relais au Burkina Faso le 17 octobre 2005. De nombreuses Maliennes se sont rendues à Ouagadougou pour transmettre la Charte le 16 octobre aux Burkinabès.



Carré du Sénégal :



Carré du Mali :



À l'occasion de la fin du relais, de nombreuses femmes sont venues des pays environnements : Ghana, Bénin, Mali.... Il y avait aussi une présence internationale remarquée (femmes d'Europe, des Amériques, d'Asie). Les femmes ont défilé dans les rues de Ouagadougou jusqu'à une place qui a été baptisée *Place de la femme pour la Paix*.

Après les chants, les danses et les discours, réclamant notamment la paix, la fin de la violence envers les femmes, leur place dans les organes de décision politique, la Marche a remis la Charte à des dépositaires, des femmes ou groupes de femmes qui mettent en oeuvre les valeurs de la Charte:

- Paix: le Réseau Femmes en noir
- Solidarité : Via Campesina
- Justice: les Grands-mères de la Place de mai, Argentine
- Égalité: Nawal El Sadaawi, Egypte
- Liberté: Aung San Suu Kyi, Birmanie





Carré du Burkina Faso :



Carré du Ghana :



LES LUTTES DURANT LE RELAIS



Le relais de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité et les 24 heures de solidarité ont été l'occasion de réaffirmer l'engagement des femmes à lutter contre :

- le néolibéralisme, le capitalisme, le patriarcat;
- les violences envers les femmes et le trafic sexuel;
- l'inaction des gouvernements à combattre les inégalités.

Ainsi que leurs luttes pour :

- la paix et la démilitarisation;
- l'accès à la terre, à l'eau, la souveraineté alimentaire;
- l'égalité, particulièrement dans les droits au travail.



CONTRE LE NÉO-LIBÉRALISME, CONTRE LE CAPITALISME, CONTRE LE PATRIARCAT

Au cours de leurs actions, les femmes ont réaffirmé leur opposition au capitalisme et au néo-libéralisme qui ont des conséquences désastreuses pour la plupart de l'humanité.

Cette opposition inclut la lutte contre les organisations internationales qui imposent des politiques de privatisation et des programmes d'ajustements structurels aux pays qu'elles « aident » (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce - la Marche mondiale est présente dans les manifestations contre l'OMC, comme celles qui se sont déroulées en décembre 2005 à Hong Kong). Cela inclut aussi la dénonciation des traités de libre commerce que les pays du nord veulent conclure avec les pays pauvres.



Forum Social Méditerranéen, juin 2005

Ainsi, au Pérou, en Équateur, en Colombie, en Bolivie, où se discutent les termes de traités de libre commerce avec les États-Unis, les femmes qui ont répondu à

l'appel de la Marche mondiale ont rejeté toute mainmise étrangère sur leurs ressources naturelles.

Les femmes salvadoriennes ont mis l'accent sur les migrations que causent ces traités, obligeant les femmes et les hommes appauvris à se rendre dans des pays étrangers pour y trouver du travail, dans des conditions très difficiles.

Au Mexique, où la participation du pays à une zone de libre-échange avec ses voisins du Nord dure depuis déjà dix ans, l'écoféministe Ursula Oswald a rappelé que le Traité de libre commerce de l'Amérique du Nord " a coûté, en dix ans, un centimètre de moyenne dans la taille des enfants".

Les Québécoises ont notamment réclamé la fin de toutes les discriminations dans le domaine de l'emploi. Quant aux Portugaises, elles ont exigé « que tous les partis politiques prennent des mesures pour lutter contre la pauvreté, le chômage et les emplois précaires, phénomènes qui affectent particulièrement les femmes; que soient respectées et appliquées l'interdiction constitutionnelle de discrimination basées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'appartenance ethnique ou l'origine. »

En Thaïlande et en Birmanie, les femmes ont réclamé « l'élimination de la pauvreté et l'assurance d'une distribution équitable des richesses de la planète entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes. » Au Bangladesh, elles ont réclamé des mesures pour combattre la pauvreté et améliorer les conditions de vie des femmes.

« C'est nous, qui désignons les gouvernements, et nous ne devrions pas donner à nos dirigeantEs le droit de négocier des prêts pour le développement en notre nom avec les institutions financières internationales comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OMC, la Banque asiatique de développement, etc. , car ces prêts appauvissent la population et spécialement les femmes, causant de nombreuses violences dans leur vie », a dit Shashi Sail, de l'Inde, lors d'une rencontre conjointe avec les femmes du Pakistan.

Les Mozambicaines se sont, pour leur part, élevées « contre la féminisation de la pauvreté et contre le Sida ». Une action spécifique du Forum contre la dette et l'appauvrissement, a eu lieu en Côte d'Ivoire.

Toutes, de la Belgique au Mali, en passant par la Jordanie, la Martinique, le Niger, ont rappelé que les femmes forment un pourcentage très élevé parmi les personnes les plus pauvres.

Les enfants valent de l'or



Suisse, Berne - À l'occasion de la traditionnelle journée de la grève des femmes le 14 juin, les femmes se sont réunies pour des actions à St-Galle, Amriswil, et Berne. A Berne les femmes ont distribué symboliquement des lingots d'or géants devant le Palais fédéral. Ces lingots représentent les 14 milliards de francs de la Banque nationale actuellement versés aux cantons. Sous le slogan « Les enfants valent de l'or » elles ont exigé que cet argent soit utilisé pour des structures cantonales et communales de garde des enfants.

Liban, Tripoli – Le 17 octobre, entre midi et 13h) a eu lieu une action de solidarité avec les familles pauvres de Tripoli consistant à recueillir et distribuer des vêtements. Cette action est particulièrement importante avant la célébration qui suivra la période de jeûne des mois du Ramadan.

Maroc, Rabat – Le 17 octobre, de 20h30 à 21h Sit-in de protestation devant le parlement marocain pour dénoncer les politiques gouvernementales engendrant exclusion, pauvreté, violence et discrimination.

Pakistan - Le 17 octobre, la journée de solidarité a été célébrée à Hyderabad (Sindh) avec des femmes travaillant dans une usine de bracelets, une usine de clochettes en métal, une usine de casseroles et avec des femmes travaillant en servitude. Ces femmes sont très peu payées et sont très pauvres. Le programme a duré toute la journée et permis à ces femmes de tenir de petits étals et de vendre à bon prix.

Tchad, 17 octobre : à l'issue d'une marche, tenue d'un débat autour des objectifs du développement du millénaire de l'ONU. À midi, elles ont demandé aux femmes d'arrêter toutes les activités au marché et au bureau et de faire du tapage pour faire comprendre que les femmes jouent un rôle important dans le développement et qu'elles veulent une implication active et effective dans les programmes et projets.



CONTRE LES VIOLENCES et le TRAFIC SEXUEL



Frontière Bolivie-Pérou, mars 2005

Le relais a été l'occasion pour de nombreux groupes de femmes de rappeler que les femmes vivent la violence de manière multiforme : viols, violence conjugale, sexuelle, discriminations dans la société, sur les lieux de travail et même dans le sport, comme l'ont dénoncé les rameuses de Galice

« Je suis mariée depuis 46 ans, et mon mari me bat. Ma mère m'avait expliqué que je dois respecter mon mari, et ne lever ni la main ni la voix. Mais moi je dis à mes trois filles de ne pas se laisser faire. Il est temps d'en finir avec les mauvais traitements ! », a dit Carmen Carrasco, une mère de famille équatorienne de 66 ans, lors du passage de la Charte dans son pays.

Au Québec, la coordination a réclamé - et elle le fait depuis longtemps -, une campagne d'information et de sensibilisation de 10 ans sur la violence envers les femmes. En Turquie, elles avaient, avant le relais, présenté une liste de revendications à l'Assemblée nationale. Parmi celles-ci, la demande de mettre en place un plan d'action national et des mesures spéciales pour lutter contre les violations de leurs droits humains comme les « crimes d'honneur » dans le pays.

En Grèce, l'accent a été mis sur les femmes victimes du trafic sexuel. Dans le port de Patras, lieu de passage de nombreux trafics maritimes entre la Grèce et l'Italie, « il y a eu beaucoup de solidarité avec une femme ukrainienne victime de trafic qui a osé dénoncer les pratiques des trafiguants », explique Sonia Mitralias.

Les séminaires organisés au Pakistan et en Inde ont notamment tourné autour de la question de la violence à l'égard des femmes. Les Portugaises ont pour leur part demandé aux représentantEs des partis politiques qu'elles ont rencontréEs, « de mettre en place des mécanismes pour protéger les femmes qui subissent la violence familiale ».

En Haïti, la Coordination Nationale de Plaidoyer pour les Droits des Femmes (CONAP) a rappelé « son engagement dans la lutte en faveur les droits des femmes

haïtiennes à vivre une vie sans violence, dans la dignité, et dans un pays indépendant et souverain ».

« La prise de conscience augmente, mais la vie des femmes jordaniennes reste vulnérable à une violence qui ne cesse de monter et aux abus des droits humains », ont noté les Jordaniennes. Au Burundi, Rwanda, Bangladesh, les femmes ont plus particulièrement dénoncé les violences en temps de guerre. « Arrêtons le harcèlement sexuel, arrêtons la violence conjugale, cessons de violer les enfants », ont répété les Kenyanes, incitant les femmes « à se réveiller pour lutter pour leurs droits. »

À Djibouti et au Bénin, elles ont mis l'accent sur l'élimination des mutilations génitales.



CONTRE L'INACTION DES GOUVERNEMENTS A COMBATTRE LES INEGALITES

Les femmes veulent la fin de toutes les discriminations s'exerçant à leur égard, ont répété les femmes de la Marche mondiale lors du relais de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

D'où la revendication unanime, dans les pays où cela n'est pas fait, de ratifier la Convention pour l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes.

Plusieurs groupes de la Marche (Afrique du sud, Burundi, Djibouti, Iran, Jordanie, Québec, Thaïlande, Turquie) ont demandé à leur gouvernement de mettre fin à toutes les discriminations envers les femmes et de reconnaître tous leurs droits civils. En Iran, elles souhaitent l'égalité totale dans les sphères de décision. À Djibouti, elles ont insisté sur le droit à la liberté et l'indépendance pour les femmes.

En Roumanie, les discussions ont porté sur «la manière dont les femmes qui luttent pour leur droits peuvent utiliser la Charte comme un instrument de renforcer la présence des femmes en politique».

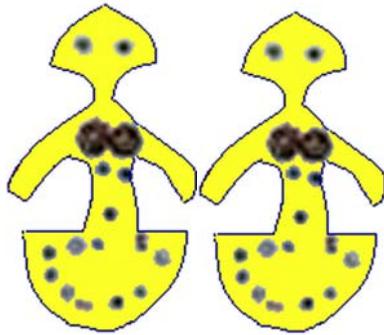
Au Maroc, les femmes ont organisé une manifestation face au parlement pour dénoncer les politiques gouvernementales engendrant exclusion, pauvreté, violence et discrimination.



Les Bulgares ont animé un débat sur les politiques de l'égalité des sexes dans les plates-formes électorales des partis politiques.



Inde, 8 mars 2005



Afrique du sud, septembre 2005



Thailande



Mexique, avril 2005

« Notre perspective est de construire un projet de transformation de la société qui inclue une vision féministe et où les femmes soient des sujets politiques », ont résumé les Brésiliennes.

Au Pakistan, un des ateliers organisés a porté sur « le rôle des femmes dans la démocratie ».

Lors de la clôture du relais, à Ouagadougou, au Burkina Faso, Madame Awa Ouédraogo, coordinatrice de la marche au Burkina, a pris à témoignage la délégation internationale présente à Ouagadougou pour demander « la présence de 20% de femmes au prochain gouvernement et 30% d'élues à l'assemblée législative à l'issue des élections prévues en 2006.

Les Congolaises (RDC) ont réclamé un rôle accru des femmes dans le processus électoral et la construction de la paix. Les Béninoises ont demandé à être partie prenante des conseils communaux et aux travaux de conception du plan de développement communal.

Les Boliviennes, les Maliennes, les Tchadiennes ont mobilisé sur le thème de « Femmes et hommes d'un pas égal vers le changement ».

« Les droits des femmes sont des droits de la personne, ils sont universels et basés sur la justice et la liberté pour toutes et tous sans égard à la religion, le sexe, la classe, la race, la nationalité, la langue, la couleur, l'origine ethnique, les croyances, la profession ou d'autres facteurs. La lutte locale des femmes dans chaque pays peut être différente en raison des conditions locales particulières, mais l'objectif de cette lutte est le même: construire des relations entre les sexes fondées sur une véritable égalité », écrit Nawal El Saadawi (Egypte), dépositaire de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité pour son combat pour la valeur « égalité ».

LA PAIX, UNE VALEUR IMPORTANTE DURANT LE RELAIS



Place des femmes pour la paix, baptisée ainsi le 17 octobre 2005 à Ouagadougou, Burkina Faso, lors de la fin du relais de la Charte.

La paix a été une valeur très importante durant le relais.

Ainsi, lors du passage de la Charte en Colombie, les leaders équatoriennes Doris Trujillo y Blanca Chancoso ont exprimé leur profonde préoccupation face à militarisation et l'autoritarisme que vivent les peuples de leur pays.

Angela de Pérez, l'épouse d'un sénateur qui a été enlevé il y a 3 ans, a, quant à elle, affirmé que la mobilisation aide à conscientiser le gouvernement que le conflit armé en Colombie ne se résoudra que lorsque toutes les parties gouvernement, groupes en marge de la loi, société civile, s'assoiront ensemble pour dialoguer.

À Chypre, chypriotes turques et grecques de la Marche ont mené ensemble une action commune et confectionné chacune un morceau de courtepointe. L'événement a été qualifié par la presse d'importance internationale!



Manifestation à Chypre pour les 24 heures de solidarité.

En Suisse, les femmes ont organisé un débat autour des femmes soldates. En Italie elles ont débattu du rôle des femmes dans la construction de la paix.

Aux Philippines, la courtepointe est arrivée au moment de la Journée traditionnellement connue comme d'amitié américano-philippine. Les femmes ont organisé un forum dénonçant l'accroissement de la prostitution depuis le début des relations établies entre les deux pays. L'événement s'est déroulé à Angeles City, site d'implantation d'une base militaire US durant 44 ans.

Au Japon, les femmes ont exprimé leur opposition à une remilitarisation du pays, dénonçant une révision de l'article 9 de la Constitution.

Quant aux Coréennes et aux Philippines, le signe qui apparaît sur leur carré de courtepointe signifie « paix ». C'est dire l'importance qu'elles accordent à cette valeur.

En Inde et au Pakistan aussi, les femmes se sont unies, puisqu'une délégation de femmes indiennes s'est rendue au Pakistan en faisant « un événement en faveur de la paix et de l'espoir », comme l'a déclaré Shashi Sail, coordinatrice de la Marche en Inde.

Les femmes arabes ont également lancé un appel à la paix dans leur région, durant le relais de la Charte, que ce soit au Liban, en Tunisie ou en Jordanie. Lors de la conférence des Femmes en noir, qui se tenait à Jérusalem fin août, une délégation de participantes s'est rendue à Ramallah rencontrer les femmes palestiniennes. « La Charte est une déclaration en faveur de toutes les femmes du monde, pour demander égalité, justice et liberté », a dit Salwa Abu Khadra, Secrétaire Générale de l'Union des femmes palestiniennes.



Relais en Corée, juillet 2005.



À la frontière entre le Burundi et le Rwanda, septembre 2005

Après Jérusalem, le relais est passé au Soudan et dans la région des Grands lacs africains où les femmes du Burundi, du Congo (RDC) et du Rwanda, collaborent depuis plusieurs années pour construire une société sans conflits et sans guerres.

La paix et la solidarité entre les femmes de la région ont été un message central dans cette région. Enfin, la fin du relais de la Marche à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 17 octobre, a été marquée par le baptême d'une Place des femmes pour la paix.

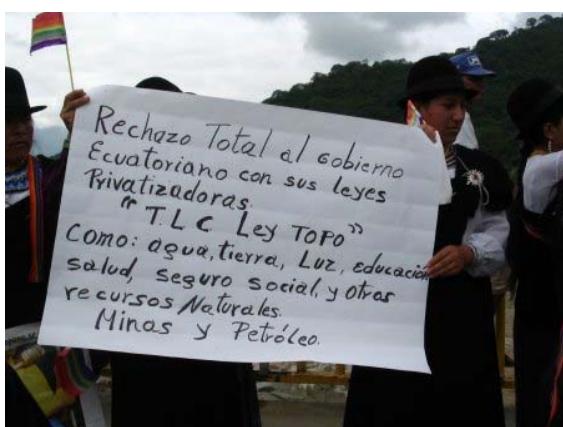
Comme suivi des actions de 2005, de nombreuses femmes ont décidé de se revoir, de mener des actions communes et de maintenir les ponts ainsi construits. « La rencontre européenne de Marseille a permis à nombre de femmes de la région et d'autres pays proches (Mahgreb surtout), de rejoindre la rencontre. Ceci a été possible parce que la Marche mondiale des femmes est un mouvement qui fait passer avant tout la solidarité avec les femmes du monde entier, en donnant la priorité à celles qui souffrent le plus », ont noté les Européennes.

POUR L'ACCÈS À LA TERRE, À L'EAU, À LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



Un thème important évoqué durant le relais a été la défense de l'accès aux ressources naturelles : terres, eau, semences, qui assurent la souveraineté alimentaire. Les femmes autochtones de Bolivie, du Pérou, d'Équateur, de Colombie, du Canada et du Québec ont rendu hommage à la Mère la Terre lors de la réception de la Charte.

« L'affirmation de l'égalité, de la liberté, de la solidarité, de la justice et de la paix se conjuguent ici avec la défense des graines, de l'eau, des connaissances développées et préservées par les femmes et qui sont menacées par les privatisations, le Traité de libre commerce avec les États Unis d'Amérique », ont indiqué les femmes de l'Équateur.



Équateur, mars 2005



Bénin, septembre 2005

Le 17 octobre, les Péruviennes du nord du pays se sont rassemblées à Tambo Grande, lieu d'une lutte exemplaire des paysannes et des paysans pour défendre les cultures menacées par le projet d'exploitation d'une mine canadienne.

Au Brésil, des femmes du Mouvement des Sans Terre, qui lutte pour l'octroi des terres à celles et ceux qui les travaillent, ainsi que les femmes autochtones, ont largement participé au relais de la Charte. L'instauration d'une réforme agraire qui assure aux paysannes et paysans le contrôle des moyens de production est une des revendications importantes de la Marche au Brésil.

En Inde, Andhari Majhi, une femme autochtone de la tribu Advasi, a été honorée pour les combats qu'elle mène en faveur des Advasi, particulièrement pour la terre, l'eau et les forêts. Les Indiennes de l'État de Jarkhand ont lancé la campagne « La terre à celles qui la labourent », exigeant la mise en œuvre du Land Ceiling Act (Acte de redistribution des terres) qui prévoit l'octroi de 5 à 7 acres de terre en pleine propriété aux paysannes.



Tamil Nadu, Inde, 8 mars 2005

Aux Philippines, la fin du relais a été marquée par un rassemblement solidaire à Manille avec quelque 300 femmes issues des zones urbaines et rurales pauvres, qui ont commémoré la Journée internationale de l'alimentation et discuté des cinq valeurs de la Charte. Au Népal, les femmes se sont rendues à la rencontre des femmes autochtones vivant dans les villages de montagne. Les Haïtiennes ont aussi axé leurs actions de sensibilisation autour des valeurs de la Charte vers les femmes vivant en milieu rural.

Au Niger, les femmes ont appelé à la solidarité internationale avec les enfants victimes de la famine qui a ravagé le pays en 2005. La solidarité avec les enfants pauvres a également été la préoccupation des femmes en Russie et au Liban.

Par ailleurs, la Marche mondiale a décidé, le 17 octobre, de faire de l'organisation Via Campesina une dépositaire de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité

pour son implication particulière dans la défense de la valeur « solidarité ». Via Campesina est un mouvement international indépendant qui défend les petites productrices et petits producteurs, les droits des communautés autochtones, la souveraineté alimentaire, la biodiversité, le respect de l'environnement, etc.

À plusieurs endroits (Canada, Martinique, Québec, Suisse), les femmes ont organisé des soupes populaires le 17 octobre, marquant ainsi l'importance du rôle des femmes comme pourvoyeuses de l'alimentation et insistant sur la nécessité du partage et de la solidarité.



Suède, Durant le relais, juin 2005

« Une cinquantaine d'hommes et de femmes étaient présents devant le marché de Fort-de-France et ont montré un intérêt aux actions et initiatives de la MMF en Martinique, coordonnées par l'Union des femmes de la Martinique. Des femmes, ayant entendu l'appel à se mobiliser par le biais des médias, avaient apporté ciseaux et fils à coudre pour nous aider à terminer le patchwork et d'autres encore avaient apporté une casserole pour faire du bruit à l'heure de solidarité. Très tôt, nos cuisinières de l'association Cordon Madras avaient disposé faitouts et casseroles pour réaliser cette soupe de solidarité. Dès 11h, on pouvait sentir l'odeur agréable qui s'échappait de leur cuisine improvisée. Cette soupe, quel succès !! En moins d'une demi-heure, plus de 150 bols de soupe furent distribués aux passants et aux femmes restées pour le patchwork, tout ceci dans une ambiance festive et joyeuse sur fond de musique traditionnelle. » - Martinique



POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

particulièrement des droits du travail

À plusieurs reprises durant le relais, les femmes ont dénoncé l'inéquité salariale, la multiplication des contrats précaires pour les femmes, les conditions de travail épouvantables, comme il en existe dans les maquiladoras au Mexique, le non respect de leurs droits syndicaux, le manque d'accès aux moyens de production (terres et crédit), la violence sur le lieu de travail.

« Aurora travaille plus de douze heures par jour dans une entreprise d'exportation de produits agricoles, une activité économique qui fait rentrer des millions dans les coffres de l'État [...] Aurora est une des cinq mille femmes de la côte péruvienne qui travaillent dans un secteur qui se caractérise par des emplois atypiques, où les travailleuses doivent faire de nombreuses heures supplémentaires sans jouir d'avantages sociaux. [...] Elle, comme toutes les femmes qui ne peuvent pas choisir le type d'emploi dont elles ont besoin, voit son droit à l'égalité lésé. », écrit Mariela Jarela, du Pérou.

Au Brésil, les femmes ont réclamé, comme elles le font depuis plusieurs années, l'augmentation du salaire minimum.



Belgique, manifestation européenne, mai 2005



Au Canada, deux étapes du relais ont été consacrées aux questions de pauvreté et d'équité salariale. Au Québec, les femmes ont réclamé la fin de toutes les discriminations dans l'emploi afin que disparaissent les discriminations basées sur le sexe, un statut égal devant la loi pour les femmes migrantes, l'égalité de droits sociaux pour les personnes les plus pauvres, des droits égaux pour les personnes occupant des emplois atypiques.

Le chômage et la précarité du travail ont été des thèmes importants en Europe. Les Portugaises ont demandé « aux partis politiques de prendre des mesures pour se battre contre la pauvreté, le chômage et l'emploi précaire, des phénomènes qui affectent surtout des femmes ».

Les Grecques et les Bulgares ont organisé une activité commune à leur frontière pour dénoncer le chômage en Grèce et la sur-exploitation en Bulgarie et dans les autres États des Balkans. À Rome (Italie), les femmes ont attiré l'attention des étudiantes sur les problèmes de la précarité et du démantèlement des services sociaux qui rendent de plus en plus difficiles pour les jeunes filles de mener une vie autonome. Quelque 200 Belges présentes lors de l'événement européen de Marseille étaient des représentantes syndicales qui pourront désormais « mieux faire entendre la voix des femmes dans leurs propres organisations ».

En Iran, les femmes ont « recueilli des signatures pour appuyer les travailleuses qui demandent la fin des contrats de travail précaires » car « les tentatives de privatisation de sociétés et organisations diverses font grossir l'armée de travailleuses et de travailleurs pauvres, les plongeant dans un état d'esclavage ».



Iran, 17 octobre 2005



Côte d'Ivoire, 17 octobre 2005

Aux Philippines, les discussions ont porté sur des questions comme la pauvreté et le manque de services sociaux. Au Pakistan, quelque 300 travailleuses venues d'usines de différents secteurs d'activités ont mené une action le 17 octobre.



Philippines, 17 octobre 2005 -



Népal, 8 mars 2005

Dans une motion émise le 17 octobre, les femmes de la commune de Sô-Tchanhoué, au Bénin, ont notamment réclamé des autorités municipales « l'accès au crédit et la protection des travailleuses à la maison et dans les secteurs informels de l'économie », comme conditions de changements menant à l'égalité. Ces motions sont revenues dans d'autres pays africains.



UTILISER LA CHARTE AU QUOTIDIEN

Durant le relais, les femmes ont présenté le contenu de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité au public, aux responsables politiques de leur ville, de leur région, de leur pays et émis des revendications liées au contenu de la Charte.

1. Présentation, information, sensibilisation

Dans plusieurs pays les coordinations nationales ont traduit la Charte dans les langues du pays (voir la Charte en différentes langues, page 57), publié des documents expliquant la Charte et organisé des sessions de formation sur la Charte.

Ainsi, au Burkina Faso, environ cinq mois avant le passage du relais de la Charte, les femmes ont organisé une caravane à travers le pays et attiré l'attention sur les violences envers les femmes à travers une pièce de théâtre. En Inde, des ateliers ont eu lieu lors du lancement de la Charte, en mars. À cette occasion, des femmes ont dénoncé les viols qu'elles ont subis.

Au Rwanda, il y a eu des activités de vulgarisation de la Charte et les messages des cinq valeurs ont été traduits en chansons. Au Liban, elles ont planté cinq oliviers représentant les cinq valeurs de la Charte et gravé les valeurs sur une plaque de marbre fixée dans ce parc. À Cuba, il y a eu lectures et débats.

« La Charte sera un instrument pour informer, sensibiliser et dénoncer », indiquait Gladys Alfaro, du Mexique, qui a participé à la IV^e rencontre de la Marche au cours de laquelle la Charte a été adoptée. Elle se référait surtout aux violences envers les jeunes femmes qui émigrent vers les États-Unis, alors que la pauvreté augmente avec les Traités de libre commerce (voir aussi : Contre le capitalisme, page 34).



Philippines, 17 octobre 2005



Pays Basque, mai 2005

Cette fonction de la Charte a été reconnue en France : « La Charte [...] a permis des progrès considérables sur ces questions [des inégalités entre Françaises et migrantes] en les mettant en débat [...] », écrit une journaliste du Monde diplomatique¹. « Réduire l'écart gigantesque entre les discours sur l'égalité hommes-femmes et un état des lieux du quotidien qui donne des sueurs froides constitue un des fondements de sa plate-forme, inscrivant comme prioritaire le combat pour « éradiquer la violence à l'égard des femmes et obtenir le respect de leur intégrité physique et morale ».

Enfin, le Forum social mondial qui a eu lieu à Porto Alegre en janvier 2005, celui de Méditerranée à Barcelone en juin 2005 et ceux qui ont suivi en 2006 (Bamako, Caracas, Karachi) et de nombreux autres forums régionaux ont permis de divulguer le contenu de la Charte et d'expliquer les actions que les femmes ont réalisées autour de ce texte.

2. Appui aux luttes locales

Un peu partout, la Charte a été lue dans son intégralité lors du relais et des articles ont été mis en évidence pour soutenir les luttes locales.



Açores, mai 2005



Mexique, Chihuahua, avril 2005

Dans plusieurs pays, les femmes ont choisi de remettre la Charte à une ou un de leurs responsables politiques. Ainsi, en Australie, au Burkina Faso, au Burundi, en Haïti, en République démocratique du Congo, la Charte a été remise à la ministre de la Condition féminine et parfois également à d'autres ministres. Au Portugal, les femmes de la Marche ont transmis aux parlementaires un Manifeste réclamant le droit à l'éducation, à l'avortement, à la parité dans la participation politique, à l'emploi, l'orientation sexuelle et la fin de la violence envers les femmes. Elles ont aussi recueilli des signatures en appui aux valeurs de la Charte.

¹ Marina Da Silva, *Mariages forcés, divorces unilatéraux, répudiations... , Ces Françaises victimes d'un droit personnel étranger*, Monde diplomatique, novembre 2005.

En Grèce, elles se sont servies de la Charte pour réclamer des mesures drastiques contre le trafic sexuel des femmes, qui passe par les ports grecs et italiens et qui touche particulièrement des femmes originaires des pays de l'Est de l'Europe. Elles ont aussi demandé des droits égaux à ceux des ressortissantes nationales pour les femmes migrantes. Cette revendication a été réitérée à Marseille lors de la rencontre européenne qui a abouti sur la proposition de campagnes à mener ensemble (revendication d'une loi-cadre européenne contre la violence envers les femmes, création d'une force lesbienne européenne autonome, faire du 10 décembre la journée européenne de lutte pour les droits des femmes à disposer de leur corps, pour le droit à l'avortement et à la contraception, etc.)

La Charte a aussi permis aux Chypriotes grecques et turques de réclamer, ensemble, la réunification de l'île (voir aussi : Des actions au-delà des frontières, page 55).



Au Brésil, elles ont réitéré leurs revendications pour l'augmentation du salaire minimum, le droit à l'avortement, une véritable réforme agraire.

Au Canada, chaque étape du relais a permis de soulever des questions différentes se rapportant à chacune des valeurs de la Charte. De même, au Québec, des revendications liées à chacune des valeurs ont été envoyées au gouvernement.

Au Honduras, les femmes ont réclamé à leurs députéEs, l'adoption de lois qui protègent les droits des femmes. « Dans notre pays, nous enregistrons trois féminicides par semaine et personne ne fait rien pour arrêter cette violence ni pour mener à bien les enquêtes sur les assassinats », a affirmé une Honduriennne.

Pour Odette Kabaya du Rwanda, « La Charte permettra de diffuser les valeurs qu'elle contient et de les utiliser à tous les échelons, de la base au niveau le plus haut de ce pays, pour faire entendre notre voix et pour faire nos revendications ».

En Haïti, elles ont profité du passage de la Charte pour réitérer « leur engagement dans la difficile lutte en faveur des droits des femmes haïtiennes à vivre une vie sans violence, dans la dignité, et dans un pays indépendant et souverain. » En Suisse, elles ont organisé une caravane et exigé que l'argent versé par la Banque nationale aux cantons serve exclusivement aux structures de garde d'enfants.

La Charte a également été utilisée dans de nombreux endroits pour réclamer la fin de toutes les discriminations envers les femmes, l'équité dans le travail, le contrôle et l'accès aux ressources naturelles, la paix, la participation des femmes à la vie

démocratique, la fin des violences et du trafic sexuel (voir Les luttes durant le relais, pages 34 à 50).

3. Un texte de référence

Plusieurs femmes ont insisté sur le fait que la Charte est un texte de référence.

Fina d'Armada, écrivaine portugaise ancre la Charte dans l'histoire du féminisme. « La Charte mondiale des femmes est, au-delà de tout, un signe porteur d'espoir. Nous voguons toutes sur le navire Terre et nous voulons toutes être heureuses. Mais, vous les jeunes, encore nouvelles de ce monde, ne pensez jamais que tout est résolu et qu'aujourd'hui vous ne faites plus face aux mêmes problèmes que ma génération a dû affronter. Ne reléquez pas cette période à l'oubli, faites en sorte que jamais ne se reproduise tout le mal que nos ancêtres ont dû endurer. Pensez que, en matière des droits des femmes, rien n'est gagné pour toujours. Les choses peuvent changer très rapidement et pour le pire ».

« Est-ce que la femme immigrante africaine que je suis se retrouve dans cette Charte? En un sens oui, car ce qu'il y a de novateur dans la Charte, c'est le fait qu'elle tienne compte des valeurs universelles et féministes pour changer le monde », écrit Ghislaine Sathoud, écrivaine congolaise installée au Québec.

Pour sa part, Luz Piedad Caicedo, de Colombie estime : « Pour les femmes colombiennes, la Charte mondiale des femmes pour l'humanité acquiert une importance singulière, car dans notre pays, même si nous avons conquis le droit de vote il y a 50 ans, l'exercice de nos droits comme égales des hommes n'est pas encore une réalité. [...] La Charte mondiale des femmes pour l'humanité est un chemin à suivre, une reconnaissance des femmes qui, dans toute leur diversité, misent sur la construction d'un monde sans exclusions. L'utopie selon laquelle un autre monde est possible prend corps et âme avec la force des milliers de femmes. »



DES ACTIONS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Durant le relais, plusieurs actions ont été menées aux frontières communes entre deux pays. La Marche a ainsi montré que les frontières sont artificielles et que les femmes vivent les mêmes réalités, surtout quand elles sont proches physiquement.

À cet égard, quelques événements marquants du relais ont été :

L'action commune menée à Chypre



Une centaine de femmes des parties turque et grecque de l'île se sont rencontrées à Nicosie et ont réclamé « la paix et la réunification » de l'île. « Les femmes de Chypre, Turques, grecques, Arméniennes, Maronites, Latines sont toutes victimes de la guerre et veulent vivre dans leur mère patrie réunifiée et libre. Elles veulent construire une Chypre heureuse et progressiste, un foyer commun pour tous les enfants », ont-elles dit.

Les séminaires organisés au Pakistan et présentés conjointement par les femmes de l'Inde et du Pakistan

« Traverser la frontière Wagah pour aller au Pakistan était un rêve devenu réalité », a commenté une femme de l'Inde.



Quelques déléguées indiennes après le passage de la frontière pakistanaise

La Pakistanaise Dr Fatima Mehnaz a, pour sa part, noté: « Les Indiennes et les Pakistanaises sont semblables. Il faut considérer leur situation d'un point de vue macro-économique et, surtout, micro-économique et renforcer leurs capacités ».

Justice Shiak Usmani du Pakistan a estimé que les femmes des deux pays « devaient travailler ensemble à la solution de leurs problèmes. »

La rencontre à Ramallah, en Palestine

Des femmes du monde entier venues assister à la conférence de Femmes en Noir à Jérusalem ont participé à cette rencontre (voir sections Paix, page 42 et Médias, page 59).



Les événements organisés par les femmes des Grands lacs africains (Rwanda, Burundi, République démocratique du Congo)

(Voir section Paix, page 42)

Il y a eu également des moments forts aux frontières de :

- Brésil/Argentine, dans la ville de Puerto Xavier;
- Argentine/Bolivie, à La Quiaca/Villazón;
- Bolivie/Pérou, à Desaguadero;
- Pérou/Equateur à Macara;
- Équateur/Colombie à Rumichaca;
- Honduras/Salvador à El Amatillo de La Unión;
- Salvador/Guatemala/Mexique;
- Mexique/États Unis à Ciudad Juarez;
- Turquie/Grèce à Thessalonique;
- Galice/Portugal à Caminha et la Guardia;



Frontière du Honduras et du Salvador



Il faut aussi ajouter les nombreuses délégations de femmes qui se sont rendues d'un pays à l'autre, pour apporter physiquement la Charte et assister aux actions organisées dans ce pays.

LA CHARTE TRADUITE DANS DIFFÉRENTES LANGUES

La Chartre a été traduite dans de nombreuses langues : arabe, bengale, bulgare, catalan, coréen, fon, galicien, grec, hindi, italien, japonais, kinyarwanda, marathi, mina, moré, néerlandais, orya, portugais, swahili, tamil, turc, wolof, etc.

En arabe :

المساواة

.1 المادّة

جميع الناس والشعوب لها حقوق متساوية في كل الميادين والمجتمعات. ولهم الحق في الوصول إلى الثروة، والأرض، والوظيفة المحترمة، ووسائل الإنتاج، وسكن ملائم، وتعليم جيد وتدريب مهني، وعدالة، وصحة جيدة، وتغذية وغذاء كافٍ، وخدمات صحية للجسم والعقل، وضمان الشفافية، وبيئة نظيفة، والحق في الملكية، والممارسة السياسية والوصول إلى موقع صنع القرار، والحق في الحصول على الطاقة، ومياه الشرب، والهواء النظيف، ووسائل النقل، والمعرفة



En bulgare

En hindi

मानवता के लिए महिलाओं का विश्वव्यापी घोषणा पत्र

प्रस्तावना

इस घोषणा एक ऐसी समझ है जहांसे ही जीवन की मिथा कर और असमित है।

यह घोषणा पत्र समस्त अलगदरी एवं समस्त नवय और सहित के कुल्हों का

LES MÉDIAS ET LE RELAIS DE LA CHARTE

Les médias ont parlé du relais de la Charte et de la courtepointe de manière inégale. La couverture médiatique, lors du relais de la Charte, a varié selon les actions menées et aussi selon la capacité de mobilisation des coordinations de la Marche et l'ouverture des médias aux questions concernant les femmes.

Nos alliéEs (mouvements sociaux, radios communautaires, etc.) ont bien couvert le relais, publiant les communiqués de presse et compte-rendus des actions. Mais, de manière générale, il faut reconnaître que les événements concernant les femmes restent relativement peu présents dans les médias de masse. Ainsi, la remarque de Judy Rebick, rédactrice en chef de *Rabble.ca* affirmant que « Les journaux ignorent les groupes de femmes dans le Canada anglais depuis des années » est malheureusement vraie dans de nombreux autres pays.



Estado de São Paulo, Brésil, 9 mars 2005



Bir başka dünya- Kadınlara açıklamasında, "10 Mart 2005'te kadınları Ruanda'da öldürmemiz gereklidir" dedi. İstanbul Haydarpaşa Gar'ında yüzlerce kadın tarafından coşkuyla bir törenle karşılandı. Bugün düzenlenecek senlikte Küresel Dayanışma Yerleşkesi'ne Türkçeli kadınları temsil eden bir parça etiketlenecektir.

Bir Gün, Turquie, 10 mai 2005

Women from Pakistan and India to fight Discrimination



"We will not give up"

Women from India and Pakistan have pledged a fight against the black laws and exploitative forces working against women. Speaking at a seminar on "Poverty and Violence on Women" in Pakistan's port city of Karachi, Shashi Sial, who headed an eight-member delegation from India comprising activists from different non-government organizations, said women were most affected by poverty.

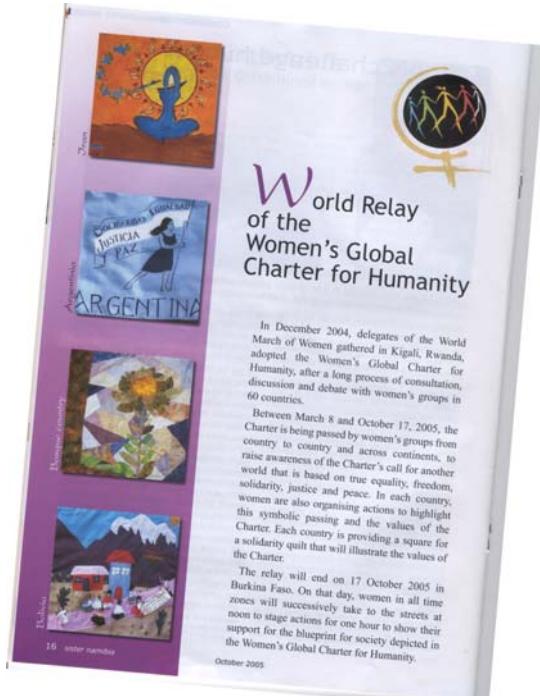
World March of Women

Pakistani NGOs Aurat Foundation and Network for Women's Rights jointly held the seminar in connection with the ongoing celebration of the adoption of the Global Charter for Humanity in Kigali, Rwanda on December 10, 2004, by the World March of Women. World March of Women is a movement comprising women's groups of diverse ethnic, cultural, religious, political, and social backgrounds, of different age groups and sexual orientation.

Patriarchy and capitalism

Sail said patriarchy was oppressing women and capitalism enabled a minority to exploit the vast majority of women and men. "These systems reinforce each other. They are rooted in, and work hand in hand with, racism, sexism, misogyny, colonialism, slavery, and forced labor. It gives rise to the rule of multinationals and unequal distribution of wealth, which thus creates both poverty and violence," she elaborated. Shashi stressed creating a situation where people of both India and Pakistan had control over their resources and could use it equally thus eradicating poverty and violence.

<http://www2.dw-world.de/southasia/pakistan/1.149179.1.html> - DW-WORLD.DE, Pakistan



Sister Namibia, Namibie, octobre 2005



Carta de las Mujeres a la Humanidad y Manta de la Solidaridad, se encuentran en el Perú.
Lima 23 Marzo (Milenia Radio).- El sueño de la solidaridad mundial lo están haciendo realidad las mujeres que comparten el ideal de vivir en un mundo basado en los principios de igualdad, solidaridad, libertad, justicia y paz. Dos amplias y hermosas piezas de tela que han iniciado un recorrido por el planeta, reflejan esa aspiración. Se trata de la Carta Mundial de las Mujeres a la Humanidad y de la Manta de la Solidaridad Mundial, que partieron el 8 de marzo último del Brasil rumbo al país africano de Burkina Faso, uno de los más pobres del planeta, a donde llegarán el 17 de octubre luego de hacer paradas en unos 45 territorios durante ese tiempo. Esta iniciativa de globalizar las demandas y propuestas para una existencia libre de pobreza, violencia y discriminaciones, es una iniciativa de la Marcha Mundial de las Mujeres, una red global integrada por alrededor de 6,000 grupos de 163 países, incluyendo el Perú, donde participan sindicalistas, microempresarias, feministas, trabajadoras del hogar, lesbianas, mujeres del Vaso de Leche y de los Comedores Populares, campesinas, pobladoras, entre otras.

<http://www.radiomilenia.com.pe/not23Marzo1.php>

Radio Milenia, Pérou, 8 mars 2005

Burkina Faso: Marche mondiale des femmes

27/10/2005: Ambiance de fête sur fond de revendications. (Jeune Afrique)

"Vima Ya Kanga!" (la vie est un combat, en langue mossi) crient à Ouagadougou des centaines de femmes à bout de souffle après un relais de trois kilomètres, ultime étape de la Marche mondiale des femmes, partie le 8 mars 2005 de São Paulo au Brésil. "Nous exigeons la fin de l'oppression, des violences dont nous sommes victimes et revendiquons justice et solidarité pour un monde équitable", lance Marie, 33 ans, sage-femme au Burkina.

Dès 09H00, des centaines de femmes, venues de 31 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques ont manifesté lundi dans les rues de la capitale burkinabè pour marquer la fin de la Marche mondiale. Partie du Brésil, la Marche mondiale a parcouru une cinquantaine d'Etats à travers le monde, avant de passer du Mali voisin au Burkina.

Sous un soleil de plomb, des femmes indiennes, sud-africaines, françaises brésiliennes, péruviennes, norvégiennes, suisses, habillées en vert, en blanc ou en jaune - les couleurs symbolisant leur lutte - ont dansé et chanté au rythme des folklores burkinabè et africains. "Voyez ces femmes ensemble comme des soeurs, si nous, les hommes, étions comme elles, le monde aurait sans doute un visage plus humain", sourit Saïdou Ouédraogo, cireur de chaussures, regardant rêveur la marche. Le but de sa lutte, l'instauration d'un monde fondé sur cinq valeurs: liberté, égalité, solidarité, justice et paix.

RADIO INTERNACIONAL FEMINISTA/ August 2005

FEMINIST INTERNATIONAL RADIO ENDEAVOUR/FIRE

13th International Conference of Women in Black Jerusalem, August 12-16, 2005

"Women Resisting the Occupation and the War"

Radio Internacional Feminista/Feminist International Radio Endeavour/FIRE, Ramallah, August 15, 2005

Women in Black Participants Join Palestinian Women in Solidarity with Presentation of Global Charter for Humanity & Demonstration Against the Israeli Occupation

By Margaret Thompson & Katerina Anfossi

Calls for non-violent resistance to Israeli policies and actions both inside and outside Israel and Palestine have been one of the main themes of the 13th International Women in Black Conference in Jerusalem. A record 735 mostly women from 44 countries registered for the conference, which is entitled "Women Resisting War and the Occupation," held August 12-16, 2005. After two days of panels and plenaries on conflict, peace & resistance issues, the international participants traveled to Ramallah to meet with Palestinian women who were not allowed to travel to Jerusalem. A number of the Palestinian women gave their testimonies about the impact of the Israeli occupation on their lives. Afterwards the Women in Black traveled to Bil'in to join Palestinian villagers in a demonstration against the Separation Wall, which will divide their village once construction is finished.

In Ramallah, Palestinian women who in some cases had to travel 70 kilometers, met with about 350 peace activists from around the world. Israeli women including some organizers of the conference were not allowed to accompany the women, because it is illegal for them to travel to Palestinian territories.

Three of the Palestinian women gave their testimonies about the impact of the Israeli occupation on their lives. One woman talked about her three sons who were serving sentences in Israeli prisons, while another cried as she told the story of her 11 and 15 year old sons were killed by the Israeli military. Another woman described the six years she had just spent in prison, as one of 127 Palestinian women political prisoners.

Also at the Ramallah event, the Palestinian women presented the **Women's Global Charter For Humanity**, which has been passed along on a global relay that was launched by the [World March of Women](#) on International Women's Day 2005.

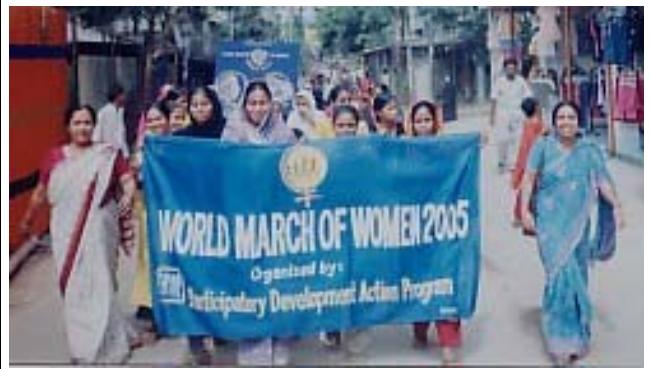


Foto por Radio Feminista/Photo by FIRE

17 OCTOBRE : LES 24 HEURES DE SOLIDARITÉ ONT ÉTÉ UN RÉEL



Belgique - Belgium - Bélgica.



Bangladesh



Bénin - Benin.



Canada - Canadá.



Chypre.- Cyprus - Cipre



Colombie - Colombia.



Côte d'Ivoire - Ivory Coast - Costa de Marfil.



Équateur - Ecuador.



France - Francia.



Frontière Grèce, Bulgarie - Border Greece, Bulgaria - Frontera Grecia, Bulgaria.



Iran - Irán.



Japon - Japan - Japón.



Maroc - Marocco - Marruecos.



Pays-Bas - Netherlands - Paises Bajos.



Pérou - Peru - Perú.



Philippines - Filipinas.



Québec - Quebec.



Suède - Sweden - Suecia.



Le 17 octobre 2005, à midi, les femmes ont manifesté un peu partout dans le monde en appui aux valeurs contenues dans la Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

Elles ont réaffirmé les revendications pour lesquelles elles luttent : éradication de la pauvreté (Australie, Belgique, Bolivie, Burundi, Colombie, Mali, Mexique, Russie), égalité entre les sexes (Iran, Jordanie, Pérou), défense de l'environnement et dénonciation du saccage des ressources naturelles (Équateur, Jordanie), dénonciation des effets du libre-échange sur la vie des femmes (Colombie, Équateur, Pérou), droits des travailleuses (Iran, Pakistan), éradication de la violence à l'égard des femmes et des enfants (Bangladesh, Bolivie, Kenya, Mexique), fin des guerres et instauration de la paix (Australie, France).

Il y a eu des soupes populaires et des repas communautaires (Colombie, Martinique, Québec); des manifestations artistiques dans les rues des villes et dans les villages (Bénin, Bolivie, Brésil, Pakistan); des conférences, films (Italie), ainsi que de nombreuses sessions de formation.

Les actions se sont déroulées tant dans les villes que dans les campagnes, la participation des femmes rurales et des jeunes femmes ayant été remarquées à plusieurs endroits.

